N° 96-0632 - Déplacements et voirie + finances et programmation - Villeurbanne - Autopont du boulevard Stalingrad - Acceptation d'un détail estimatif et d'un dossier de consultation des entrepreneurs - Procédure d'appel d'offres restreint - Direction de la voirie -

Le Conseil,

Vu le rapport du 23 avril 1996, par lequel monsieur le président :

A. Expose ce qui suit :

Monsieur le directeur de la voirie vient de me communiquer un détail estimatif de 450 000 F TTC auquel est joint un dossier de consultation des entrepreneurs, relatif aux travaux de remise en état de l'autopont du boulevard de Stalingrad à Villeurbanne.

Ce projet est inscrit au programme 1996 de travaux neufs de la direction de la voirie.

La direction de la voirie a confié des travaux de remise en place et de changement des appareils d'appuis de l'autopont à l'entreprise Baudin Chateaufort par voie d'appel d'offres restreint et ce, pour un montant de 623 954,60 F TTC. Ces travaux, qui ont été décidés sur la base d'un rapport d'inspection détaillée du bureau d'études QUADRIC en 1993, ont été lancés dès le 11 septembre 1995 et ont dû être récemment interrompus.

En effet, pour remettre en place ou changer les appareils d'appui en caoutchouc néoprène fretté qui permettent la libre dilatation de l'ouvrage, il s'avère nécessaire de disposer des vérins sur les chevêtres des piles pour soulever le tablier. A cet effet, des dés en béton ont été prévus dès la conception de l'ouvrage pour la pose de ces vérins et les chevêtres des piles dimensionnés et ferrailés en conséquence.

Or, la direction de la voirie ne disposait pas du dossier d'exécution de cet ouvrage construit par la direction départementale de l'équipement. Les dés de pose des vérins étant existants, le dossier de consultation a été établi en considérant que la résistance des chevêtres était adaptée. Ce n'est qu'après la dévolution des travaux que la direction de la voirie a pu obtenir des plans de ces éléments montrant que leur ferrailage était très insuffisant pour reprendre les efforts engendrés par les vérins de soulèvement. Pour pallier ce défaut, il s'avère nécessaire de précontraindre provisoirement les chevêtres dans les deux sens par une cage métallique.

L'importance des travaux complémentaires à exécuter impose l'engagement d'une nouvelle consultation.

Monsieur le vice-président chargé des marchés publics a donné son accord sur la procédure énoncée ci-dessous le 26 février 1996 ;

B. Propose d'accepter les présents détail estimatif et dossier de consultation des entrepreneurs, de l'autoriser, d'une part, à les rendre définitifs, d'autre part, à accepter l'offre retenue pour valoir acte d'engagement et à signer le marché ainsi que tous les actes contractuels s'y référant dans la limite du crédit budgétaire affecté à l'opération, enfin de fixer le mode d'exécution des travaux ainsi que l'imputation de la dépense ;

C. Précise que les offres seront examinées et jugées par la commission permanente d'appel d'offres créée par la délibération n° 95-0052 en date du 25 septembre 1995 ;

Vu les présents dossier de consultation des entrepreneurs et devis estimatif de 450 000 F TTC ;

Vu les articles 295 et 298 bis à 300 bis du livre III du code des marchés publics ;

Vu sa délibération n° 95-0052 en date du 25 septembre 1995 ;

Où l'avis de ses commissions déplacements et voirie et finances et programmation ;

DELIBERE

1° - Accepte les présents détail estimatif et dossier de consultation des entrepreneurs, lesquels seront rendus définitifs.

2° - Décide que :

a) - les travaux de renforcement des chevêtres des piles par précontrainte provisoire extérieure seront traités par voie d'appel d'offres restreint, conformément aux dispositions des articles 295 et 298 bis à 300 bis du livre III du code des marchés publics,

b) - les offres seront examinées et jugées par la commission permanente d'appel d'offres créée par la délibération n° 95-0052 en date du 25 septembre 1995.

3° - Autorise monsieur le président à accepter l'offre retenue pour valoir acte d'engagement et à signer le marché ainsi que tous les actes contractuels s'y référant dans la limite du crédit budgétaire affecté à l'opération.

4° - La dépense de 450 000 F, à engager pour cette opération, sera prélevée sur les crédits inscrits au budget primitif de la Communauté urbaine pour la direction de la voirie - exercice 1996 - sous-chapitre 901-11 - article 233-20 - dossier n° 2 794-94.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,